



**POVERTY REDUCTION IN COMMUNITIES VULNERABLE TO CHILD TRAFFICKING THROUGH THE PROMOTION OF
DECENT WORK IN CAMEROON**

(TC-RAM)

**NOTE CONCEPTUELLE SUR LES PROJETS DE DEMONSTRATION DANS
LES COMMUNES DE BALI, WUM ET KUMBO**

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DES PROJETS DEMONSTRATIFS

- a) Les hautes autorités du Cameroun en concordat avec différents partenaires au développement ont lancé ces dernières années plusieurs actions et appuyé moult politiques sociales en vue de relancer la croissance économique et de promouvoir une meilleure équité en rapport à l'accès aux services sociaux de base. Certains constats avancent, avec des chiffres à l'appui et des observations de terrain, que ces actions ont plus profité aux unités urbaines qu'aux zones rurales ou persistent encore les formes les plus structurées de la pauvreté.
- b) Les politiques d'ajustement structurel amorcées dès le début de la décennie des années 80 et le désengagement de l'Etat dans les domaines clef du développement social comme la Santé, l'Education, l'Agriculture, la Foresterie communautaire, les équipements marchands etc. qui s'ensuivirent ont du accélérer le dépérissement du niveau de vie des populations et la dégradation des pouvoirs d'achats. Le renouveau institutionnel avec la nouvelle plateforme des unités décentralisées n'y fit rien. Il a eu, comme dans beaucoup de l'Afrique au sud du Sahara, donné à voir la carence des collectivités à répondre convenablement aux différentes demandes sociales faute de moyens adéquats et surtout la confrontation très heurtée, en maints endroits, entre d'une part des replis identitaires à caractère spatial et d'autre part une forte tradition jacobine de la gestion des ressources publiques. De ce point de vue certaines vulnérabilités persistantes continuent de maquiller l'actualité économique et sociale du Cameroun. Malgré les performances macroéconomiques plus relevées que beaucoup de pays de l'Afrique Centrale, la situation des ménages camerounais bouge encore avec des handicaps sérieux sur le plan économique et social. Ces handicaps se distribuent sur le manque d'opportunités d'emplois et d'entrepreneuriat, la baisse drastique des revenus entre les années 80 et 2009, l'analphabétisme, les difficultés d'accès à la terre et à la technologie, l'absence d'infrastructures routières, la stabilité des denrées alimentaires, l'accès aux soins médicaux et aux crédits etc.
- c) Les femmes, les enfants et les peuples indigènes paient encore le lourd tribut de ce processus de paupérisation qui se généralise à un rythme inquiétant. Sur le fond, les inégalités de revenus n'ont pas fondamentalement changé. Une enquête conjointe de l'Institut National de la Statistique et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, publiée en 2005, indiquait que 5% des enfants âgés de quatre à 14 ans ont effectué un travail rémunéré au Cameroun, et que 24 pour cent participent à un travail non rémunéré pour une personne autre qu'un membre de sa famille. Le Nord-ouest et le l'Extrême Nord du pays sont parmi les régions les plus touchées par la traite des enfants au Cameroun. Les garçons travaillent dans des plantations de café, cacao et d'hévéa dans le sud du pays, tandis que d'autres servent comme vendeurs ambulants ou domestiques ou sont exportés vers des pays voisins. Les filles sont à 80% exploitées pour les tâches ménagères et souvent exploitées sexuellement, elles finissent comme prostituées dans la rue ou dans un réseau de proxénétisme. Les Mbororos du NW qui

sont exclus du système productif national vivent dans les mailles d'un repli identitaire tributaire d'une marginalisation sociale et d'une stigmatisation sur le plan économique. Pourtant, ils constituent un groupe allogène important vivant de pâturage traditionnel qui alimente les marchés de la viande et du lait dans la région et dans les pays limitrophes. Avec le processus de sédentarisation et la scolarisation y relative, ils investissent de plus en plus les petits métiers urbains comme le petit commerce, le secteur des transports, et autres bastions du secteur primaire. L'élevage pratiqué est de type extensif avec une faible productivité, un accès limité au système formel de financement à coté d'une absence d'un marché non organisé que les structures d'appui on du mal à mettre en cohérence.

- d) Dans le cadre de ses interventions prioritaires, le BIT s'est engagé à appuyer le gouvernement du Cameroun pour la promotion du travail décent pour la réduction de la pauvreté dans les communautés vulnérables a la traite des enfants au Cameroun grâce a un financement du programme de Coopération des Pays-Bas. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Programme Pays pour le Travail Décent (PPTD) du Cameroun, formulé en mai 2007, et dont l'une des priorités est de générer « des emplois décents pour les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables. Le projet couvre trois villes de la région du Nord-Ouest (Bali, Kumbo et Wum) avec pour objectif d'accroître les opportunités de revenus dans les communautés vulnérables à la traite des enfants.
- e) Dans sa stratégie d'intervention, le projet appui les communes et autres acteurs locaux dans la promotion du Développement Economique Local (DEL) afin de réduire les vulnérabilités qui conduisent à la traite des enfants. Les groupes cibles visés sont : les communautés Mbororos, les femmes, les enfants abandonnés, les enfants de la rue, les enfants handicapés, les enfants exposés au travail dangereux, les orphelins victimes des catastrophes et ou du VIH/SIDA, les enfants victimes de la traite, du trafic et de diverses formes d'abus et de négligence et les familles vivant dans les conditions d'extrême pauvreté.
- f) Le projet a conduit entre novembre **2008 et Février 2009** un certain nombre d'études portant sur les thématiques clefs du projet à savoir : Le DEL, les peuples Mbororos, le travail des enfants et le VIH/Sida versus Genre. Ces différentes études qui ont eu comme champs d'observation les communes de Wum, de Kumbo et de Bali ont servi de base à l'élaboration du plan de travail de l'équipe du projet et de socle aux échanges et recommandations de l'atelier de planification stratégique organisé à Bamenda du **17 au 19 Mars 2009**. Cet atelier a vu une pleine participation de tous les acteurs de la zone d'intervention du projet incluant les hautes autorités du service publics, les ONG, les projets de développement qui s'activent dans la zone et les segments significatifs de la société civile comme les pouvoirs religieux et traditionnels, les associations etc. Le choix des actions de développement que les participants de cet atelier ont été faites sur la base sur la base des priorités et des attentes sur la base d'un budget arrêté lequel a subi deux coupures intempestives. La première qui date de novembre 2008 est intervenue juste après l'installation du CTP et la seconde survint en Fin Aout 2009. Ces coupures rendent caduques le plan de travail élaboré sur la base des résultats de l'atelier de planification de Mars 2009 fruit d'une massive adhésion en rapport à un schéma pour lequel les autorités, les populations et les collectivités locales attendaient impatientement des retombées visibles et des impacts lisibles sur les modes et conditions du bien être social à l'échelle de la région du Nord Ouest du Cameroun. Devant la matérialité des faits plusieurs activités, initialement retenues sont du coup abandonnées. Dans ce registre on peut citer les fonds de microcrédits, la visite d'échanges que les maires des communes de Wum, Kumbo et Bali devaient faire au Ghana, la mise à disposition de plusieurs manuels adaptés au contexte camerounais etc. En plus, plusieurs lignes ont subi des coupures drastiques parfois à hauteur de plus de 90% .C'est le cas par exemple des contrats de sous traitance avec des partenaires qui devaient mener des activités importantes de réduction de la pauvreté, de promotion des peuples indigènes et de protection de l'enfance Quid des fonds alloués à la formation des jeunes et des femmes sur la micro finance. C'est dans ce contexte qu'intervient les projets de démonstration qui sont prévus dans les communes

g) Les projets de démonstration sont de petite taille et montés par **les comités consultatifs locaux**. En termes de territorialité, les projets de démonstration ont comme échelle, une aire géographique précise. Ils doivent être exécutés dans une courte période avec une forte implication des communautés et de la collectivité locale concernée. Dans leur esprit, les projets de démonstration permettent de tester une approche à petite échelle devant permettre de tirer des enseignements qui peuvent être appliqués à une plus grande échelle. De ce point de vue ils crédibilisent l'approche DEL et travaillent à institutionnaliser le DEL dans les pratiques et les discours. De par leur focus sur les communautés et leurs résultats tangibles, ils permettent de démontrer la capacité du processus DEL à mettre en œuvre des actions au profit des populations défavorisées. Les critères admis **de justification** pour le choix des projets démonstratifs sont les suivants :

- ✓ **Implication des communautés dans le processus de mise en œuvre**
- ✓ **Attente des résultats spécifiques sur le plan qualitatif et quantitatif**
- ✓ **Requ岸ent des ressources financières limitées**
- ✓ **Suivi et coordination intersectorielle faisable et facile par une équipe restreinte composé des membres des comités consultatifs locaux**
- ✓ **Se rattachent aux domaines d'intervention du projet comme le travail des enfants, le DEL, le Genre et l'égalité des sexes**
- ✓ **Etant de petite taille et bien focalisé sur une aire géographique précise et dont la mise en œuvre ne nécessite pas le développement de beaucoup d'efforts sur la mobilisation des financements**
- ✓ **Ne demandent pas d'études de faisabilité et tiennent compte de l'environnement et de l'équilibre des écosystèmes**
- ✓ **Ne demandent pas de savoir technique complexe sur le plan opérationnel**
- ✓ **Peuvent potentiellement faire l'unanimité et bénéficier de la coopération des acteurs clés et des élus**

Les canevas méthodologique des discussions pour le choix des projets démonstratifs s'est énoncé de la façon suivante :

Mouvement 1. Présentation des actions identifiées dans le PDC susceptibles de rentrer dans le portefeuille financier et discussions

Mouvement 2. Pyramide des priorités des actions identifiées

Mouvement 3. Choix d'une ou de plusieurs actions

Mouvement 4. Organisation de deux ateliers distincts qui vont discuter et échanger sur les points suivants.

- Le bien fondé social et la justification du projet
- Le choix de 3 à 4 objectifs spécifiques
- Activités relatives à chaque objectif spécifique et acteurs sous forme de tableau
- Impacts et résultats attendus
- Partenariat
- Mécanismes de suivi évaluation
- Mise en place d'un sous comité de suivi et d'évaluation au sein du CCL

II. PANORAMA PROJETS DE DEMONSTRATION DANS LES VILLES DE BALI, WUM ET KUMBO

2.1 Dans la commune de Bali

Titre du projet n°1	L'aménagement des pistes de collecte des produits agricoles Budget. 5.000.000 frs CFA
Description	La ville de Bali est entourée de montages qui servent de zones agricoles pour la communauté. La difficulté persistante est l'acheminement des produits agricoles vers le grand marché. La proposition qui a été faite est d'appuyer les communautés à pouvoir transporter par vélo et autres moyens de locomotion ces produits agricoles en mettant des planches et des troncs d'arbres sur les petits ravins et autres escarpements qui jalonnent les périphéries immédiates des montages. Cette initiative devrait permettre la facilitation des mouvements sporadiques entre les montagnes, la grande route et le marché de la commune. Il s'agira de maintenir 3 itinéraires qui sont Etoma/koppin, Nshumsam/Mbelu et Ngwan Dikang
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Brings development - Easier evacuation of produce - Cheaper transport - Time economy - Safes living conditions - To prevent produce from decaying - To enhance economic development
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - To fill pot holes /clearing/putting gravel/making Bigoga Street to jam jam junction - To clear, put gravel along the road and make good drainage and create gutters from ndiang up to unaru's compound up to Mbudoa - To clear fill with gravel, make gutters from nchusam to mbeluh - To clear, fill with laterite from issa Ndi compound to the hill at Babb II boundry
Méthodologie de Mise en œuvre	Le projet prendra sur lui d'acheter directement tous les troncs et planches nécessaires sur la base d'une fine évaluation financière et le personnel de la mairie sera mobilisé pour la conduite des opérations sur le terrain comme contrepartie municipale. L'ensemble des activités devrait se dérouler sur un horizon temporel de 20 jours ouvrables.
Résultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilité des biens et des personnes - Allégements significatifs du travail des femmes - Efficacité économique des retombées de l'agriculture dans l'économie locale - Recul de la pauvreté - Facilite la transformation des produits agricoles au niveau local
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par tâches et par acteurs (au jour le jour). Un draft du plan de travail sera proposé au sous comité en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCRAM et au conseil municipal
Décomposition des coûts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p>Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance - Les prix des planches sont sous estimés au niveau local - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation de la main d'œuvre - Surveillance des chantiers - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles

Titre du projet n°2	Mise en place d'une unité de transformation du manioc Budget : 3.000.000 frs CFA
Description	Il s'agit ici de mettre en place une unité de transformation de manioc pour la promotion économique et sociale des femmes de Bali en leur dotant d'une unité de transformation composée aussi des instruments mobiles et in situ. Le manioc qui est une des cultures de prédilection de la zone est fortement demandé au niveau du marché national et dans les pays limitrophes.
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Create employment in bali council - Poverty reduction within the community - Majority women in Bali cultivate cassava - Cassava is boiled and eaten - It converted into garri, nkunkum, miyondo, startrch, Accra, waterfulfufu, Koki etc.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de capacités des groupes en matière de transformation du manioc - Acquérir du matériel nécessaire pour la transformation mobile et in situ du manioc - Mettre là disposition une infrastructure adéquate - Œuvrer pour la promotion économique et sociale des femmes de la localité - Intégrer le produit manioc comme produit leadership de l'économie locale en rapport avec le système productif national et régional
Résultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - More production of Garry water fufu - Revenu generating - Patnership council with farmers and women associations - Allégement des taches rurales des femmes - Création d'emplois ruraux - Incitation à la production du manioc
Méthodologie de mise en œuvre	Il s'agira en premier d'élargir les aires de culture du manioc en partenariat avec la mairie et le délégué départemental a l'agriculture en rapport avec les capacités de transformation des machines. Dans un second mouvement il sera question d'avoir une cartographie claire de l'installation des unités de production en tenant compte des distances, des groupes stratégiques et des différents villages qui forment la commune. La question d'aider à mettre en place des groupements féminins est envisageable dans le processus
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour).Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCRAM et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour Mémoire
Suppositions aléatoires	<p style="text-align: center;">Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance c'est-à-dire une facilitation d'accès à la terre pour les femmes et autres groupes vulnérables - Si le délégué départemental à l'agriculture n'est pas impliqué dans le mode de suivi et d'évaluation de l'activité du ventre à la tombe. - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Identification des sites - Mobilisation du délégué départemental pour l'agriculture pour conseiller et recommander - Facilitation de l'accès à la terre pour les femmes - Surveillance des chantiers - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles

Titre du projet n°3	Mise en place d'une unité de transformation du lait au niveau de la commune Budget : 4.000.000 frs CFA
Description	Il s'agit de mettre en place une unité de transformation de lait avec des groupements féminins de femmes Mbororos au niveau des villages qui composent la commune.
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Create women employment - Poverty reduction with the community - Living standard improvmenet by consumption of milk/calcium source of proteim, fats - Improve on health conditions - Create a milk processing unit
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Acquérir des machines adaptés au climat et au contexte social - Renforcer des capacités des femmes sur les techniques douces, sanitaire et environnementalement viables - Mettre en place des groupements féminins Mbororos - Faciliter le partenariat des groupements féminins avec les unités de production de lait et avec les traders de Bamenda
Resultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Health improvement - Income generating - Increase individual income - Bost local economic developement - More milk for local popular consumption - Job Creation - Tourism attraction
Méthodologie de mise en œuvre	Il s'agira dans un premier temps identifier un site d'installation et après il sera question d'identifier des formateurs pour conduire des sessions de renforcement de capacités dans la communauté des femmes Mbororos. La mise en place de groupements féminins est envisageable de même que des démarches du projet visant à nouer des relations de partenariat avec les unités de production de lait.
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour).Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Implication du délégué en charge de l'élevage au niveau départemental - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCRAM et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p style="text-align: center;">Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance c'est-à-dire une location d'un site devant accueillir l'unité de transformation - Si le délégué départemental à l'élevage n'est pas impliqué dans le mode de suivi et d'évaluation de l'activité du ventre à la tombe. - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Affectation d'un site pour le projet par arrêté municipal - Mobilisation du délégué de l'élevage - Surveillance des travaux - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles

2.2 Dans la commune de Wum

Titre du projet n°4	Establish a mechanism for the collection, processing and sale of fresh milk and dairy products from the Mbororo community Budget : 3.000.000 frs CFA
Description	Il s'agit de lancer un processus de collecte et de transformation du lait à l'échelle des groupements féminins et Mbororos dans la ville de Wum
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Enough cows in the municipality; - Pre knowledge of milk processing - Improve on health of the population - Creation of employment - Improve de Mbororo community, men, women and youth - Generate income - Improve living standard - Reduce rural exodus
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Sensitize the targeted population - Organize milk producers in cooperative - Train milk collectors - Identify animal species - Initiate, purchase of appropriate animals - Identification of major collection points - Creation of collection unit - Rehabilitate processing sites - Equip processing centres - Purchase appropriate handling storage equipments - Train staff on management and transformation of milk - Collect and process (2000L – 5000L) fresh milk daily - Sell, monitor and evaluate
Resultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Enhancing the health of people - Creation of jobs - Reduce rural exodus - Availability of dairy products - Family income increased
Méthodologie de mise en œuvre	Il s'agira dans un premier temps d'appuyer le regroupement des producteurs de lait autour d'une coopérative. Cette structure sera le socle pour le déroulement des autres opérations et l'interlocutrice principale du projet. Priorité sera donnée à l'évaluation de la production locale avant toute initiative de renforcement en vaches de races. Tout comme les producteurs seront appuyées dans la construction des partenariats avec les distributeurs régionaux et autres structures de transformation à l'échelle du Nord-Ouest ou du Pays
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour).Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Implication du délégué en charge de l'élevage au niveau départemental - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCRA et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p style="text-align: center;">Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance c'est-à-dire une location d'un site devant accueillir l'unité de transformation ; - Si la structure d'ancrage qu'est la coopérative n'est pas fonctionnelle ; - La contrepartie des producteurs de lait n'est pas mobilisée - Si délégué départemental à l'élevage n'est pas impliqué dans le mode de suivi et d'évaluation de l'activité du ventre à la tombe. - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Affectation d'un site pour le projet par arrêté municipal - Mobilisation du délégué de l'élevage - Surveillance des travaux - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles

Titre du projet n°5	Rehabilitation of water catchments and points Budget : 3.000.000 frs CFA
Description	Il s'agit de construire un point de captage d'eau et de créer des périmètres de protection autour d'une dizaine de sites de captage dans la ville de Wum. Le site de construction dispose déjà d'un réservoir. Les autres sites sont fonctionnels mais souffrent de protection.
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Existing points/catchments - Avoid water borne diseases - Make water available all season - Create job. Eg. Care takers - Protect the environment and fight against climate change
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Mapping and protection of area; - Identify catchment areas and water points - Feasibility studies on what is required - Elaborate action plan with the community - Purchase necessary material for catchment protection - Construction of water point, protect or rehabilitate as required - Maintenance of water table; - Construction of related points - Monitor and evaluate
Resultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Good drinkable water - Good quality of water supplied - Improved health conditions - Catchment areas and water points are protected - Trees are planted to fight climate change
Méthodologie de mise en œuvre	<p>Une fois le « point d'eau à construire » ainsi que les « points d'eau à réhabiliter » seront identifiés, une équipe mixte de 5 personnes (TC-RAM, Commune, délégué de l'eau, le chef du village, une ONG locale) conduite par le délégué départemental en charge de l'eau en charge procèdera à une évaluation sommaire d'impact environnemental des travaux sur tous les sites.</p> <p>Avant le démarrage des travaux, la commune devra également garantir au projet l'absence de contentieux fonciers et domaniaux sur les sites retenus. La sélection du prestataire devant effectuer les travaux sera assurée conjointement par le Maire en qualité de président du CCL et le CTP du projet. L'avis technique du délégué départemental de l'eau sera requis au terme des travaux</p>
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour).Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Implication du délégué en charge de l'eau au niveau départemental ainsi que le président de la commission en charge de l'eau au niveau communal ; - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCRAM et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p>Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - On ne met pas en avant les actions sur le plan de la protection de l'environnement et de la santé ; - La qualité de l'eau après les travaux n'est pas meilleure et cause des maladies ; - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance c'est-à-dire le vidage d'éventuels contentieux fonciers et domaniaux ; - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Vidage d'éventuels contentieux fonciers et domaniaux sur les sites ; - Mobilisation du délégué de l'eau et du chef traditionnel ; - Surveillance des travaux - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles

Titre du projet n°6	<p align="center">Construct public toilets</p> <p align="center">Budget : 7.500.000 frs CFA</p>
Description	Il s'agit de construire un bloc de toilettes publiques au centre ville (Marché de Wum) qui pourra desservir aussi bien les femmes, les hommes que les personnes de religion musulmane.
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Public places without adequate toilets - Improved public hygiene and sanitation - Source of income - Create job opportunities
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identify and allocate site - Draw project plan - Provide construction material - Construct a modern six to ten rooms public facility - Equip toilets - Recruit and train toilet manager - Sensitize public on usage - Monitor and Evaluate
Resultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Generate income for council - Public health improved - Insures sanitations (Public) - Creation of jobs - Protect the environment
Méthodologie de mise en œuvre	<p>Il s'agira de construire un bloc de 6 à 10 toilettes sur un site mis à disposition par la commune autour du marché de Wum. Il est souhaitable que le commune, futur gestionnaire de l'ouvrage assure l'adduction d'eau ainsi que l'abonnement d'électricité sur le site avant le démarrage des travaux. Les factures d'eau inhérentes aux constructions pouvant être imputées sur le budget de l'activité.</p> <p>Le choix du plan de construction se fera sur la base de la confrontation des plans soumis par les prestataires. L'avis technique du délégué départemental de la santé publique sera requis au terme des travaux</p>
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour). Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Implication du délégué en charge de la santé publique au niveau départemental ainsi que le président de la commission en charge de la santé au niveau communal ; - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCAM et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p align="center">Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les populations ne participe pas aux frais de fonctionnement et de maintenance ; - On ne met pas en place un mécanisme favorisant l'utilisation des toilettes par les musulmans ; - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance c'est-à-dire la mise à disposition d'un site exempt de litiges ; - Si délégué départemental de la santé publique n'est pas impliqué dans le mode de suivi et d'évaluation de l'activité du ventre à la tombe. - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition d'un site autour du Marché ; - Adduction/Branchement d'eau et abonnement électricité sur le site de construction ; - Mobilisation du délégué de la santé ; - Surveillance des travaux - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles

2.3 Dans la commune de Kumbo

Titre du projet n°7	<p align="center">Construction of one new toilet at the Mveh Market</p> <p align="center">Budget : 7.000.000 frs CFA</p>
Description	Il s'agit de doter le marché principal de Mveh d'un bloc supplémentaire de toilettes publiques.
Justification	<ul style="list-style-type: none"> - Le marché est assez vaste et dispose d'un seul bloc de toilettes et assez excentrés ; - Improved public hygiene and sanitation; - Source of income - Create job opportunities ; - L'infrastructure permettra un gain de temps aux opérateurs économiques et facilitera également les opérations sur le marché ;
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Identify and allocate site - Draw project plan - Provide construction material - Construct a modern six to ten rooms public facility - Equip toilets - Recruit and train toilet manager - Sensitize public on usage - Monitor and Evaluate
Resultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Generate income for council - Public health improved - Insures sanitations (Public) - Creation of jobs - Protect the environment
Méthodologie de mise en œuvre	<p>Il s'agira de construire un bloc supplémentaire de 6 toilettes sur le marché de Mveh à Kumbo. Il est souhaitable que le commune, futur gestionnaire de l'ouvrage assure l'adduction d'eau ainsi que l'abonnement d'électricité sur le site avant le démarrage des travaux. Les factures d'eau inhérentes aux constructions pouvant être imputées sur le budget de l'activité.</p> <p>Le choix du plan de construction se fera sur la base de la confrontation des plans soumis par les prestataires. L'avis technique du délégué départemental de la santé publique sera requis au terme des travaux</p>
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour). Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Implication du délégué en charge de la santé publique au niveau départemental ainsi que le président de la commission en charge de la santé au niveau communal ; - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP - Reporting au projet TCRAM et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p align="center">Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les populations ne participe pas aux frais de fonctionnement et de maintenance ; - On ne met pas en place un mécanisme favorisant l'utilisation des toilettes par les musulmans ; - La contrepartie municipale n'est pas assurée d'avance c'est-à-dire la mise à disposition d'un site exempt de litiges ; - Si délégué départemental de la santé publique n'est pas impliqué dans le mode de suivi et d'évaluation de l'activité du ventre à la tombe. - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative

Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition d'un site sur le Marché ; - Adduction/Branchement d'eau et abonnement électricité sur le site de construction ; - Mobilisation du délégué de la santé ; - Surveillance des travaux - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles
--------------------------------	--

Titre du projet n°8	Construction of 18 culverts for suitable drainage structures Budget : 5.500.000 frs CFA
Description	It involves the construction of 18 culverts with concrete bridging slabs and stone abutments using local material on these roads: Lyonga Street; Mbveh-Squares; Sarntoh Tiymenkan; Tambveh-Ndzen Nji; Toh nso –ndzem; Catholic youth centre-PCHS.
Justification	The council has been experiencing a lot of difficulties in expanding it's road network to cover its municipality due to lack of culverts. This has limited the traffic flow of farm products to the main markets. The topography and the highly drain nature of the municipality is the cause of these too many culverts. In a bit to alleviate the situation, to facilitate the traffic flow of farm products, to avoid hazardous flooding and failures of road or embankment structures, culvert drainage structures shall be adequate.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Feasibility studies on what is required - Identify culverts to be construct and their estimate; - Draft plan of their construction; - Elaborate action plan with the community - Construction of culverts; - Maintenance of culverts; - Monitor and evaluate
Resultats attendus et impacts	<ul style="list-style-type: none"> - Foodstuffs are easily transported to the markets - Better income for the communities; - Living conditions, commodities and utilities that the population could not afford previously are improved; - Circulation from town to rural areas will start taking place in a relatively larger scale
Méthodologie de mise en œuvre	Il s'agira en amont de construire 18 buses sur 6 routes rurales (Lyonga Street; Mbveh-Squares; Sarntoh Tiymenkan; Tambveh-Ndzen Nji; Toh nso –ndzem; Catholic youth centre-PCHS). En aval, le travail sera complété par une intervention des engins de la commune afin de rendre plus fluide les mouvements de biens et personnes sur ces différents axes. Le projet, en collaboration avec la commune, sollicitera l'expertise d'un entrepreneur local pour la réalisation des ouvrages.
Suivi évaluation	<ul style="list-style-type: none"> - Mise sur pied d'une équipe de 5 personnes pour le suivi et l'évaluation - Organisation d'un plan de travail en pointant les responsabilités par taches et par acteurs (au jour le jour). Un draft du plan de travail sera proposé au sous comite en charge du suivi - Organisation de réunions périodiques pour faire le point - Implication des délégués en charge du développement urbain, des travaux publics, de l'environnement, au niveau départemental ainsi que le président de la commission des travaux au niveau communal ;

	<ul style="list-style-type: none"> - Missions de suivi des experts nationaux et du CTP ; - Reporting au projet TCRAM et au conseil municipal
Décomposition des couts	Pour mémoire
Suppositions aléatoires	<p style="text-align: center;">Cette initiative pourrait souffrir si :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si la commune ne poursuit pas l'aménagement des voies après la construction des caniveaux ; - Si les délégués départementaux ne sont pas impliqués dans le mode de suivi et d'évaluation de l'activité du ventre à la tombe. - Le comité de suivi n'est pas mu par des intérêts collectifs - Le maire ou des membres du conseil municipal ne sont pas convaincu du bien fondé social et de la pertinence économique de l'initiative
Contrepartie municipale	<ul style="list-style-type: none"> - Surveillance des travaux - Notes au CTP du projet sur le processus d'avancement des travaux incluant les problèmes et les solutions possibles